

Analyse de projets contribuant à la structuration de filières agricoles locales
de cultures à bas niveaux d'intrants (BNI)
sur les territoires à enjeu pour l'eau et la biodiversité du bassin Seine-Normandie

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

1. CONTEXTE DU MARCHÉ

L'agence de l'eau Seine-Normandie accompagne la structuration de filières locales de cultures à bas niveaux d'intrants (BNI)¹, avec comme finalité principale de pérenniser ou développer ces productions agricoles sur des territoires à "enjeu pour l'eau et la biodiversité". Ces territoires à enjeu sont principalement des aires d'alimentation de captage (AAC) dans les cas étudiés², même si l'eau et la biodiversité sont présentes partout.

L'agence de l'eau soutient ainsi des projets de différentes natures (investissement, expérimentation, animation), portés par des opérateurs privés ou publics intervenant sur les différents maillons d'une filière agricole : équipements structurants de transformation ou de commercialisation (silo de collecte, chaîne de triage-séchage-fabrication-ensachage, atelier de meunerie, légumerie ...); recherche variétale ou développement de matériel innovant de production pour des cultures le plus souvent "de niche", ne bénéficiant donc pas du même appui de la recherche que les autres cultures ; animation auprès des agriculteurs cultivant des parcelles sur des territoires à enjeu, en lien avec les organismes en aval de la filière, afin de les inciter à y développer des cultures BNI ... Le but pour l'agence de l'eau étant, à travers chaque projet, de contribuer à sécuriser ou accroître l'activité d'opérateurs clés d'une filière BNI, voire si nécessaire à accompagner leur prise de risques sur des filières en limite de rentabilité, pour *in fine* sécuriser les débouchés des agriculteurs et les inciter à cultiver des surfaces BNI sur les territoires à enjeu.

Ce soutien de l'agence à la structuration de filières BNI locales a été expérimenté dans les années 2010 et renforcé graduellement depuis : à partir du 11^e programme de l'agence (2019-2024), chaque projet d'investissement lié à la transformation ou la commercialisation de produits agricoles BNI, aidé par l'agence doit être doté d'un objectif-cible à horizon 5 ans, en termes de surfaces BNI à maintenir et/ou développer dans les territoires à enjeu potentiellement concernés par le projet et d'un suivi associé ; le 12^e programme (2025-2030) cherche à renforcer le soutien à ce type d'investissements et prévoit une augmentation forte des taux d'aide. Cf. annexe 4 pour plus de détails sur ces modalités d'aides de l'agence et leur évolution.

Fin 2024, l'agence de l'eau a ainsi aidé plus d'une cinquantaine de projets, contribuant à la structuration de filières locales BNI et à la protection de territoires "à enjeu". Certains de ces projets offrent un recul suffisant pour en tirer un premier retour d'expériences sur la base d'études de cas, destiné à mieux en comprendre les tenants et aboutissants clés, à amplifier leur développement et à nourrir la révision du 12^e programme (fin 2026).

2. OBJET DU MARCHÉ

Ce marché consiste en la réalisation de 14 **études de cas** et de leur **synthèse**.

Chaque cas est généralement centré sur un projet, porté par un seul opérateur, ayant été aidé par l'agence de l'eau, afin de pérenniser ou développer une filière locale BNI et à en faire bénéficier au mieux les territoires "à enjeu" du bassin Seine-Normandie : ces territoires sont des AAC dans les cas étudiés. Une minorité de cas concerne plusieurs projets d'investissement successifs ou plusieurs porteurs.

La durée du marché est fixée à l'article 3 du CCAP.

3. DESCRIPTION DES PHASES

Le marché est découpé en 2 étapes.

¹ La liste de ces cultures dites « BNI » est précisée en annexe 4.

² Le SDAGE 2022-2027 fixe en matière d'AAC un objectif très ambitieux : la moitié de la surface agricole des AAC prioritaires et sensibles du bassin Seine-Normandie devrait être couverte par des cultures BNI à horizon 2027.

Etapes	Désignation	Description technique
N°1	Réalisation des études de cas.	Affinage et validation d'une grille d'analyse des cas, sur la base d'un projet conçu par l'agence. Réalisation de 3 études de cas pilotes, puis des 11 suivantes (4 à 8 pages maximum par cas, Word) pour diffusion interne agence.
N°2	Production d'une synthèse et d'un résumé exécutif. Présentation des résultats.	Rédaction d'une synthèse des principaux enseignements et recommandations issus de l'analyse transversale des études de cas (20-30 pages, Word), pour diffusion externe. Cette synthèse sera introduite par un résumé exécutif (1 à 2 pages). Présentation des résultats-clés de l'étude (visio-conférence).

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS A REALISER

4.1 Etape 1 – Réalisation des études de cas

4.1.1/Les cas à étudier ont déjà été sélectionnés

Quatorze cas à étudier, parmi la cinquantaine de projets aidés sur la période 2012-2024, ont été sélectionnés en concertation avec l'ensemble des agents en charge de l'instruction des aides aux projets de développement/pérennisation de filières BNI, au sein des 6 directions territoriales (DT) de l'agence de l'eau.

Le principal critère de choix a été celui de l'ancienneté : tous les cas d'investissement retenus offrent un recul d'au moins 5 années de mise en œuvre et de suivi des surfaces BNI maintenues ou développées grâce au projet ; ceux concernant une expérimentation ou une animation ont au moins 4 années de recul.

Ces cas ainsi sélectionnés concernent des opérations de nature différente, qui peuvent être regroupées en 2 grandes catégories : 1/ investissement en équipement (9 cas) et 2/ expérimentation et/ou animation (5 cas). Quelques cas parmi les 14 précédents recoupent ces 2 catégories. L'ensemble de ces cas offre une bonne diversité en termes de types d'opérateurs (coopératives conventionnelles ou bio, entreprises, association), de filières (agriculture biologique, herbe, chanvre, luzerne...), de maillons (production, collecte, transformation, distribution), de cultures (céréales, légumes, betterave...) et de couverture géographique des DT.

Leur niveau de réussite, en particulier sur le plan environnemental (surfaces BNI maintenues/développées, en particulier sur les territoires à enjeu) n'a pas été pris en compte dans la sélection des cas : un travail de traitement et d'analyse des données permettant une première appréciation de cet effet environnemental a été réalisé postérieurement à ce choix. Les résultats de ces analyses seront transmis au démarrage de l'étude : cf. annexes 1 et 2.

La liste des cas sélectionnés et quelques-unes de leurs caractéristiques se trouvent en annexe 3.

4.1.2 /Affinage et validation d'une grille d'analyse des cas, sur la base d'un projet conçu par l'agence et de données déjà collectées et mises à disposition au démarrage de l'étude

Un projet de grille d'analyse des cas a été conçu en concertation avec l'ensemble des directions de l'agence (territoriales, siège), sur la base de leurs attentes en termes de connaissances opérationnelles.

Cette grille d'analyse, inspirée de l'évaluation des politiques publiques, est structurée autour de 3 volets :

- A. Effets environnementaux et économiques du projet ;
- B. Points clés de sa conception et mise en œuvre : motivation, acteurs associés au sein de la filière, lien entre le projet et les territoires à enjeu, coûts, perspectives, transférabilité...
- C. Principaux déterminants (freins, leviers) des effets environnementaux et économiques analysés.

Le projet de grille détaillé, ainsi que les apports attendus de la part du prestataire sont exposés en annexe 1.

La grille d'analyse, ainsi complétée par le prestataire dans son offre, sera présentée au comité de pilotage (réunion 1) pour discussion, enrichissement et validation. Cette réunion interviendra peu de temps après le démarrage de l'étude.

4.1.3/Réalisation et validation de 3 études de cas pilotes, puis des suivantes (diffusion interne)

Le prestataire réalisera 3 études de cas pilotes, couvrant une diversité de projets et d'acteurs impliqués (type, nombre). Le choix de ces cas pilote sera validé avec le copil (réunion 1). Des précisions sur le nombre d'acteurs principaux impliqués par cas (fourchette basse) sont apportées en annexe 3.

Le rendu de ces études de cas pilotes sera validé par le comité de pilotage (réunion 2), après relecture interne à l'agence de l'eau (DT, siège).

Une fois ces 3 études de cas pilotes validées, le prestataire réalisera les 11 études de cas restantes : celles-ci feront également l'objet d'une validation par le copil après relecture interne, mais cette fois par courrier électronique et au fur et à mesure de leur production.

Chaque cas fera l'objet d'une fiche d'analyse technique, de format synthétique (4 à 8 pages maximum). Pour des raisons de confidentialité possible de certaines informations, la diffusion de ces fiches sera restreinte à l'interne de l'agence (instructeurs et comité de direction de l'agence).

4.2 Etape 2 – Production d'une synthèse et d'un résumé exécutif

4.2.1/Rédaction d'une synthèse et d'un résumé exécutif (diffusion externe)

Le prestataire produira une note synthétique (format Word, 20-30 pages), introduite par un résumé exécutif (1 à 2 pages) proposant une analyse transversale de l'ensemble des cas étudiés. Seront dégagés *a minima* les éléments de synthèse suivants :

- Caractéristiques principales des cas étudiés ;
- Déterminants clés (freins/leviers) des effets environnementaux et économiques analysés ;
- Plus-value de l'accompagnement technique et financier de l'agence ;
- Efficacité et coût-efficacité environnementale des aides : analyse comparée selon l'échelle d'intervention de l'opérateur et la taille des territoires "à enjeu". Cette analyse n'a pas de visée statistique du fait du nombre limité de cas étudiés, mais visera à dégager quelques tendances et pistes d'approfondissement si besoin ; l'expertise du prestataire pourra également être mise à profit ;
- Recommandations opérationnelles à destination de l'agence, destinées à nourrir la révision du 12^e programme qui aura lieu fin 2026.

Cette synthèse est destinée à un public intéressé, aussi bien interne à l'agence qu'externe (membres du comité de bassin, partenaires institutionnels). Elle sera soumise à discussion et validation du comité de pilotage (réunion de fin).

4.2.2/Présentation des résultats

Une restitution orale sera organisée par le prestataire afin de présenter les principaux résultats et livrables du travail à l'agence (DT, siège) et ses partenaires, via une visio-conférence.

5. CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations seront réalisées sur le territoire du bassin Seine-Normandie.

Les réunions auront lieu en présentiel ou en visio en fonction du contexte et des contraintes du moment.

6. SUIVI ET CONTROLE

Un comité de pilotage, constitué de représentants de l'agence, de membres du comité de bassin et de partenaires, veillera au bon déroulé de cette étude, au travers de 3 réunions principales *a minima* :

- Réunion 1 : présentation du prestataire et de l'étude, validation de la grille d'analyse et des 3 cas pilotes.
- Réunion 2 : présentation/validation des résultats des 3 études de cas pilotes. Les 11 autres études de cas seront validées par courrier électronique, au fur et à mesure de leur réalisation. Chaque étude de cas sera relue en interne dans un premier temps, puis validée par le copil.
- Réunion 3 : présentation de la synthèse, validation par le Copil.

En complément de ces 3 réunions, des points d'avancement, sous forme d'échanges (téléphone, mél) entre l'agence et le prestataire, seront organisés régulièrement afin de valider les points techniques et préparer les comités de pilotage.

Les réunions et les points d'avancement, citées ci-dessus, permettront de constater l'avancement de la prestation et de prendre toute décision relative à son bon déroulement.

7. RESTITUTION DES PRESTATIONS

Le prestataire doit livrer les documents suivants, au format Word impérativement (sauf pour les exposés où le format Power Point sera utilisé) :

- *Documents intermédiaires* :
 - les exposés et relevés de décision, liés à chaque réunion de pilotage ;
 - la grille d'analyse de cas, validée par le copil ;
 - 14 fiches techniques des cas étudiés (rendu provisoire)
 - Une note de synthèse : enseignements et recommandations clés de l'étude (20 à 30 pages, rendu provisoire)
- *Documents finaux* :
 - 14 fiches techniques des cas étudiés (rendu final) ;
 - Une note de synthèse : enseignements et recommandations clés de l'étude (20 à 30 pages) ;
 - Un résumé exécutif (1 à 2 pages).

La livraison des documents finaux devra avoir lieu au plus tard en novembre 2026.

- 1/ Projet de grille d'analyse des cas et compléments attendus du prestataire dans son offre**
- 2/ Données mises à disposition par l'agence au démarrage de l'étude**
- 3/ Liste et caractéristiques principales des 14 cas à étudier**
- 4/ Modalités d'aide de l'agence des investissements (transformation, commercialisation)**

1/ Projet de grille d'analyse des cas

Cette grille, inspirée de l'évaluation des politiques publiques, cible volontairement quelques questions et points clés à analyser, identifiés et validés en concertation avec les équipes de l'agence ; il ne s'agit pas de chercher à couvrir de manière exhaustive l'ensemble des critères génériques de l'évaluation d'un projet (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, utilité...).

A/ Effets environnementaux et économiques du projet

Il s'agit de répondre à 2 questions évaluatives portant sur certains effets clés attendus des projets.

Q1 - Quels sont l'efficacité et le coût-efficacité du projet en termes de maintien et de développement de surfaces BNI dans les territoires à enjeu ?

La plupart des cas à étudier sont des opérations d'investissement (9 cas sur 14, cf. annexe 3), dotées d'un suivi sur 5 ans, à partir de la mise en fonctionnement de l'équipement, des surfaces BNI maintenues/développées au total et dans les territoires à enjeu (AAC), ainsi que d'un objectif-cible de résultat à atteindre sur ces territoires : au minimum 25% des surfaces BNI développées au total doivent y être situées, avec dans certains cas une cible plus élevée. Les objectifs-cibles, le contexte et les principales caractéristiques du projet aidé sont exposés dans un rapport de présentation, rédigé par les instructeurs des directions territoriales (DT) de l'agence ; ces rapports seront remis au prestataire au démarrage de l'étude, accompagné d'un tableau de synthèse (fichier Excel) présentant quelques caractéristiques clés de chaque projet (comme l'annexe 3, en un peu plus détaillé). L'agence a également recueilli auprès des porteurs de projets à étudier des données utiles (agriculteurs, surfaces BNI concernés) et effectué une première série de traitements SIG via le Registre Parcellaire Graphique (RPG), en partenariat avec la DRIAIF Ile de France, afin de calculer des indicateurs de mesure de l'efficacité pour chaque projet :

Surfaces BNI maintenues/développées grâce au projet :

- i. Surface totale en 2024 et évolution depuis la mise en œuvre du projet (ha) ;
- ii. Surface situées dans les AAC (ha) en 2024 ;
- iii. Ratio (ii) / (i) en 2024 (à comparer à l'objectif-cible) ;
- iv. Ratio (ii) / surface des AAC (totale, uniquement en BNI) en 2024 et évolution 2020-2024.

Ces données chiffrées apporteront un premier élément de réponse à la question de l'efficacité environnementale de chaque projet. Afin de compléter et d'affiner la mesure et l'appréciation de l'efficacité et du coût-efficacité, il est attendu de la part du prestataire les compléments suivants :

1. Une appréciation qualitative de la pérennité des surfaces BNI maintenues/développées par le projet, sur la base des entretiens avec les porteurs de projets ;
2. Une appréciation qualitative de l'effet de « déplacement » : à savoir, la part des surfaces BNI déclarées comme développées par le projet depuis sa mise en œuvre, mais qui en réalité étaient déjà en BNI avant (cas par exemple d'agriculteurs déjà en bio ayant simplement changé de collecteur pour rejoindre l'opérateur étudié) ; cette appréciation se fera aussi sur la base d'entretiens ;
3. Une comparaison quantitative avec des territoires similaires et non touchés par le projet (autres AAC, petites régions agricoles, département), pour affiner la mesure de l'effet propre du projet, dans la mesure où c'est pertinent et raisonnable et sans engager des analyses trop complexes et chronophages de type économétriques (analyse en « double différence » par ex.)
4. Une comparaison quantitative du coût unitaire (€/ha) avec d'autres types de mesure d'aide équivalente (par ex. aide à la conversion ou au maintien à l'agriculture biologique).

Enfin, une minorité de cas (5 cas sur 14, cf. annexe 3) consiste plutôt en une expérimentation (sélection variétale par ex.) ou une animation spécifique visant à localiser des productions BNI le plus possible sur des AAC ; dans ce dernier cas, certains projets n'ont pas fait l'objet d'un suivi des surfaces ou d'objectifs-cibles. Pour ces 5 cas, une appréciation qualitative *ad hoc* de l'objectif environnemental spécifique du projet sera réalisée par le prestataire, via les entretiens.

Q2 - Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à la rentabilité et à la résilience économique de l'opérateur aidé en premier lieu, et des exploitations agricoles au final ?

Il est attendu ici de la part du prestataire une mesure et une appréciation de cet effet économique, prenant en compte la faisabilité des investigations, en distinguant :

1. L'effet du projet sur l'opérateur aidé : l'analyse de la rentabilité privilégiera autant que possible des indicateurs quantitatifs (en nombre limité) et l'analyse de la résilience qui pourra s'appuyer avant tout sur des données qualitatives (dires d'acteurs issus des entretiens) ; c'est sur cet effet du projet au niveau de l'opérateur que l'essentiel de l'effort d'analyse devra porter.
2. L'effet du projet sur les agriculteurs, beaucoup plus difficile à mesurer car très lourd en termes d'investigations : il pourra être estimé, aussi bien pour la rentabilité et la résilience, via des données qualitatives synthétiques (dires d'acteurs issus des entretiens).

Le terme de résilience économique désigne ici la capacité d'un acteur économique à se maintenir, à s'adapter et à se transformer dans un environnement fluctuant, dont les variations peuvent être de différentes intensités (fluctuations, perturbations, chocs). Cette appréciation de la résilience (certains chercheurs parlent aussi de robustesse : cf. [l'institut Michel Serre](#) ou [l'approche IDEA](#)) est importante dans un contexte marqué par la crise que traverse en particulier l'agriculture biologique ces dernières années.

Des éléments sur la rentabilité et la santé financière de l'opérateur au moment du montage du dossier d'aide sont exposés dans le rapport de présentation rédigé par l'agence ; ces éléments, à base d'indicateurs quantitatifs, sont toutefois variables selon les rapports.

B/ Points clés de la conception et mise en œuvre du projet

Il s'agit de décrire et d'apprécier le contexte, la conception du projet et les moyens mis en œuvre pour le mener à bien. Ce volet est destiné à nourrir une dernière partie qui résumera les déterminants clés des effets environnementaux et économiques analysés en A/.

Contexte : agronomique, ressource en eau

Carte permettant de situer le projet et les territoires à enjeu concernés, qui peuvent être de taille très variable, et faire l'objet ou non d'une démarche de protection (cas des captages prioritaires ou sensibles en particulier), ainsi que des éléments sur les principales cultures (région agricole, OTEX...)

Motivation, origine du projet

Quel est a été le principal facteur déclenchant du projet ?

Accompagnement technique et économique du projet (conception, mise en œuvre)

Quelles sont les études préalables qui ont été réalisées afin de monter le projet ? le projet a-t-il été suffisamment bien étudié en amont ? Est-ce que des difficultés non anticipées sont apparues lors de la mise en œuvre et si oui lesquelles ? Ces difficultés auraient-elles pu être anticipées via ces études ?

Dans le cas d'un projet d'investissement, sa conception et/ou sa mise en œuvre ont-elles bénéficié d'une animation ou d'une assistance technique d'un prestataire spécifique ? Si oui, quelle a été sa plus-value ?

Plus-value des partenaires : Quelle a été la plus-value de l'agence de l'eau dans cet accompagnement ? En particulier, le projet a-t-il évolué à la suite des discussions avec l'agence ou bien était-il tout « ficelé » quand il est arrivé à l'agence et l'est resté ? Si le projet a été retenu dans le cadre d'un appel à projet, quel a été la plus-value de celui-ci ? Quelle a été la plus-value de l'interprofession ?

Est-ce qu'une structure juridique spécifique a été créée pour porter le projet et si oui de quel type ?

Adéquation des objectifs avec la temporalité du projet

Est-ce que 5 ans a été une durée suffisante pour développer et assoir le projet sur le plan économique ?

Est-ce qu'il y a eu concurrence entre la logique de performance environnementale à court moyen-terme - score des surfaces BNI dans les territoires à enjeu – et la logique de performance économique à moyen-long terme ?

Principaux acteurs associés au projet au sein de la filière et mis en relation

Cartographie des principaux acteurs, ayant participé au projet, indiquant leur position dans la filière (amont-aval) et leur rôle dans le projet.

Comment ces différents acteurs ont-ils été identifiés et mis en relation, tout au long du projet ?

Quel est le degré partenarial du projet ? Est-ce que c'est un projet plutôt « agricole-agricole » centré sur l'amont ou est-ce qu'il implique aussi des collectivités ou la filière aval, ... ? Est-ce que le projet a modifié/créé des relations entre acteurs au sein de la filière (par exemple en renforçant l'intégration des acteurs amont ou aval, ou bien en développant un lien entre l'aval et l'amont) ?

Quels ont été les acteurs clés qui ont le plus contribué favorablement au développement du projet ? En particulier, quelle implication et rôle de la chambre d'agriculture (à interroger systématiquement) ?

Mise en relation du projet de développement de filière et des territoires à enjeu (en se concentrant sur les AAC)

Comment le lien entre le projet de développement de filière et la protection des AAC potentiellement concernées s'est-il réalisé en pratique ? Comment l'opérateur s'y est-il pris concrètement pour développer les surfaces et passer des contrats avec des agriculteurs sur les AAC ? Les collectivités en charge de la protection des AAC et leurs chargés d'animation ont-ils été associés au projet et si oui comment ?

Coût et financement

Quels ont été les principaux coûts réels (conception/ mise en œuvre, fonctionnement/investissement) de l'opération et quel a été son plan de financement (financeurs, poids respectifs) ?

Quel est le poids et la plus-value du financement de l'agence ? A quel moment l'agence a-t-elle été contactée par rapport aux autres financeurs ?

Y-a-t-il eu de possibles financements en doublon et si oui, comment ont-ils été traités ?

Perspectives - Pérennité

Comment le porteur du projet voit-il l'avenir : quelles perspectives de développement et quelle pérennité à moyen long-terme ?

Transférabilité et communication

Ce projet a-t-il été dupliqué ou est-il répliquable vers d'autres territoires ? Sous quelles conditions de transfert ? Quels sont les éventuels freins à ce transfert (confidentialité des résultats, dépôt d'un brevet de propriété intellectuelle...) et comment ceux-ci ont-ils été /peuvent-ils être réduits/neutralisés ?

C/ Principaux déterminants (freins, leviers) du niveau de réussite du projet.

Il s'agit ici de résumer, et de hiérarchiser autant que possible, les principaux déterminants des 2 effets, environnementaux et économiques, analysés.

Outres les déterminants testés dans la partie B/, ceux-ci pourront également faire l'objet d'une question ouverte lors des entretiens.

2/ Données mises à disposition par l'agence au démarrage de l'étude

Au démarrage de l'étude, l'agence remettra au prestataire les données suivantes :

- Les rapports de présentation des aides aux projets à étudier (format PDF) ;
- Un tableau de synthèse rassemblant quelques caractéristiques clés de chacun des projets à étudier, issues des rapports de présentation ci-dessus
- Les résultats des analyses de données de surfaces BNI (indicateurs d'efficacité) pour chaque projet d'investissement (9), issus des traitements effectués par l'agence, exposées dans l'annexe 1, volet A/ et question Q1 (format Excel et SIG) ;
- Le périmètre de l'ensemble des AAC du bassin (couches SIG) ;
- Les coordonnées des agents ayant instruit ces dossiers au sein des directions territoriales de l'agence ; le prestataire devra se rapprocher de ces agents pour se procurer les contacts des porteurs des projets, de leurs principaux partenaires et des animateurs en charge de la protection des AAC (le plus souvent au sein de collectivités ou de leur regroupement en syndicat).

3/ Liste et caractéristiques principales des 14 cas à étudier

DT	OPERATEUR	OPERATION	FILIERE	PRINCIPAUX PARTENAIRES (Hors collectivités en charge des captages – sauf mention particulière) (Nombre non exhaustif, Nom)	ECHELLE OPERATION
BN	AGROCHANVRE	Investissement : Chaîne défibrage + Animation	Chanvre	2 : Association producteurs de chanvre de Basse Normandie, Conseil Régional BN	Régionale
SAM	COCEBI-BIOBOURGOGNE	Investissement : Silo collecte bio	Grandes cultures Bio	3 : Chambre d'agriculture, Association Biobourgogne, Union bio semences (UBIOS), en charge animation conversion Bio	Régionale
SAM	CAPDEA	Investissement : production et transformation luzerne bio	Luzerne Bio	3 : Chambre d'Agriculture (10, 77, 89)	Régionale
SAV	BIOCER	Investissement : Silo collecte bio, meunerie, atelier conditionnement	Grandes cultures Bio	6 : Fermes BIO, Normandie Grains Bio, Biocop (filiale Defi Bio), Ethiquale, Diagram, LMP Conseil	Régionale
SAV	LIN et CHANVRE BIO	Expérimentation : reconstruction d'une filière chanvre textile (études, matériel récolte et filature, mobilisation acteurs...)	Chanvre textile	Très nombreux et regroupés dans une association, une dizaine agriculteurs associés pour l'essai matériel au champ (dont 8 sur AAC)	Régionale
SAV	UNION BIO SEMENCES (UBIOS)	Expérimentation : sélection variétale, adaptation aux aléas climatiques	Grandes cultures Bio	4 : COCEBI, BIOCER, 1 agriculteur, INRAe	Régionale
SF	TERRES BOCAGES GATINAIS	Investissement : Silo collecte bio	Grandes cultures Bio	2 : <i>Eau de Paris</i> , GAL Leader Sud 77	Départementale
SF	PLANETE CHANVRE & WALL'UP	Investissement : unité de transformation et de production de chanvre utilisé en préfabrication	Chanvre, dont Bio	3 : GAL Leader Terre de Brie, AAP Innov'up Leader PIA (Région, Etat, BPI France), <i>Syndicat des Eaux de l'Est 77</i>	Départementale
SF	SN GATICHANVRE	Investissement : remise à niveau usine transformation chanvre	Chanvre	5 : PNR du Gâtinais, <i>Eau de Paris</i> , <i>SIE du Bocage</i> , <i>SLAEP de Nemours Saint Pierre</i> , <i>SIE de Grez Moncourt</i>	Régionale
SF	COOP BIO IDF	Investissement : Légumerie	Légumes Bio	La coopérative associe de nombreux acteurs des différents maillons de la filière, dont des collectivités	Régionale
VM	GROUPEMENT : 7 STRUCTURES	Animation : incitation des producteurs laitiers situés sur AAC à s'engager dans le cahier des charges AOP (dominante acteurs publics)	Herbe & Miscanthus	7 (= groupement) : 4 Chambres agriculture (10, 51, 52, 55), Alysé, Coopérative Union laitière de la Meuse, Organisme de Défense et de Gestion du Brie de Meaux	Régionale
VM	MARNE CONSEIL ELEVAGE	Animation : incitation des producteurs situés sur AAC à s'engager dans le lait Oméga 3 (dominante acteurs privés)	Herbe & Luzerne	7 : 2 Chambres agriculture (08, 51), Ardennes Conseil Elevage, 2 coopératives laitières, Schreiber (industriel laitier), Association Bleu Blanc Cœur	Départementale
VM	CRISTAL UNION	Expérimentation : Betterave bio	Betterave Bio	3 : 2 Chambres agriculture (10, 51), FRAB Champagne Ardenne	Régionale
VM	SODIALIS	Investissement : Fabrication d'aliments bio pour volailles	Alimentation animale Bio	1 : <i>Communauté Urbaine du Grand Reims</i>	Départementale

4/ Modalités d'aide de l'agence des investissements (transformation, commercialisation)

Modalités d'aide de l'agence des projets étudiés, lorsqu'il s'agit d'investissement sur l'aval de la filière (transformation, commercialisation), au cours des 10-11-12^e programmes d'intervention.

10^e programme (2013-2018) :

Les opérations visant à développer ou pérenniser les filières liées à des productions agricoles à bas niveau d'intrants (dont l'agriculture biologique, le chanvre, la luzerne, le miscanthus, l'herbe...) sont éligibles en tant que « dispositifs d'expérimentation et de promotion de pratiques innovantes ». Il s'agit notamment des investissements dans les filières amont et aval de type :

- création d'unités de transformation de produits agricoles (lavage, triage, séchage, séparation, conditionnement, ...);
- création d'unités de stockage de produits agricoles ou augmentation de capacité de stockage;
- création d'unités de production de semences;
- ...;

Pour les investissements dans les filières amont et aval, un suivi par l'attributaire pendant 5 ans de l'impact de l'investissement sur le développement de surfaces de productions agricoles à bas niveaux d'intrants dans les territoires prioritaires de l'Agence (AAC, érosion, zones humides...) est à réaliser.

11^e programme (2019-2024) :

Au titre des investissements liés à la transformation et la commercialisation de produits agricoles à bas niveau d'intrants (BNI)

Les investissements pour développer ou pérenniser les filières liées à des productions agricoles à bas niveau d'intrant (BNI) sont éligibles s'ils concernent une des productions agricoles à bas niveau d'intrant suivantes :

- agriculture biologique;
- herbe/prairie;
- bocage énergie;
- chanvre;
- sarrasin;
- luzerne et sainfoin;
- biomasse énergie (miscanthus, switchgrass, Taillis Courte Rotation et Taillis Très Courte Rotation).

Ces investissements sont éligibles :

- s'ils présentent un lien avec les territoires et les enjeux prioritaires pour l'agence de l'eau notamment en termes de surfaces en cultures BNI mises en place sur les territoires à enjeu;
- s'il existe une garantie de l'effet positif de l'investissement sur le développement ou le maintien de la filière et de sa cohérence avec l'état des lieux de la filière sur le territoire (dynamique de développement, acteurs en place, actions d'accompagnement...).

Des projets portés par des grandes entreprises pourront exceptionnellement être éligibles s'ils sont particulièrement ambitieux en termes de surfaces de cultures à bas niveau d'intrant développées et de proportion de ces surfaces sur les territoires à enjeu.

Assiette

Seules les dépenses d'investissement sont éligibles (mobilier et immobilier) dans le respect des restrictions liées à l'encadrement communautaire.

Le renouvellement à l'identique d'un matériel n'est pas éligible aux aides de l'agence.

Engagements

L'attributaire s'engage à :

- atteindre au bout de 5 ans un objectif de 25 % des surfaces de productions agricoles à bas niveaux d'intrants développées grâce au projet, localisées dans les territoires à enjeu pour l'agence de l'eau;
- pendant 5 ans, réaliser et fournir annuellement à l'agence de l'eau un suivi de l'impact de l'investissement sur le développement de surfaces de productions agricoles à bas niveaux d'intrants notamment dans les territoires à enjeu pour l'agence de l'eau, accompagné des contrats pluriannuels d'approvisionnement signés avec les producteurs des territoires à enjeu pour l'agence.

Nature des travaux	Taux d'aide (S = subvention A = avance)	Prix de référence prix plafond	Ligne programme	Observations
Investissements liés à la transformation et la commercialisation de produits agricoles à bas niveau d'intrants	S 40 %	Non	1833	Sous réserve du respect des règles de l'encadrement communautaire

12^e programme (2025-2030) :

4. Les investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles à bas niveau d'intrants (BNI)

• **Éligibilité – Conditions d'éligibilité**

Les investissements pour développer ou pérenniser les filières liées à des productions agricoles à bas niveau d'intrants (BNI) sont éligibles s'ils concernent une des productions agricoles à BNI suivantes :

- agriculture biologique ;
- herbe/prairie ;
- bois de haies ;
- chanvre ;
- sarrasin ;
- luzerne et sainfoin ;
- miscanthus ;
- switchgrass ;
- taillis courte rotation et taillis très courte rotation.

Ces investissements sont éligibles si :

- ils s'inscrivent dans le cadre d'un projet dont les objectifs et les modalités de mise en œuvre répondent durablement aux enjeux du territoire en matière de protection de la ressource en eau et de préservation de la biodiversité ;
- il existe une garantie de l'effet positif de l'investissement sur le développement ou le maintien de la filière et de sa cohérence avec l'état des lieux de la filière sur le territoire (dynamique de développement, acteurs en place, actions d'accompagnement, etc.).

Des projets portés par de grandes entreprises pourront exceptionnellement être éligibles s'ils sont particulièrement ambitieux en termes de développement de cultures à bas niveau d'intrants et de structuration de filières en lien avec les territoires à enjeu.

• **Assiette (et calcul de l'aide)**

Seules les dépenses d'investissement sont éligibles (mobilier et immobilier) dans le respect des modalités fixées par l'encadrement communautaire.

Est exclu de l'assiette la part correspondant au renouvellement à l'identique d'un matériel.

• **Engagement(s)**

L'attributaire s'engage à justifier, au solde de l'aide, qu'au moins 25 % des agriculteurs concernés par le projet sont situés en tout ou partie sur un territoire à enjeu.

Nature de l'opération	Taux d'aide max S = subvention	Application d'un montant de référence ou plafond	Ligne programme
Investissements liés à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles à bas niveau d'intrants	S jusqu'au maximum autorisé par l'encadrement européen	Non	1833